

Création de richesses

Les mises en garde du HCP

• Le modèle de développement actuel ne permet pas de valoriser le potentiel démographique

• Baisse du taux d'emploi dans l'agriculture et l'industrie, particulièrement sous le gouvernement précédent

• Forte productivité du secteur des banques et assurances

ENCORE une fois, les statistiques livrées par le Haut commissariat au Plan (HCP) désavouent les bilans présentés par le gouvernement Abdelilah Benkirane. C'est ce qui ressort de la dernière étude portant sur «les sources de création de la richesse au Maroc et sa répartition», présentée mercredi dernier à Rabat. Un travail qui s'inscrit dans le cadre des réflexions autour du modèle de développement, comme l'a précisé Ahmed Lahlimi, haut-commissaire au Plan. Si le PIB par habitant, reflétant les conditions de vie de la population, a connu une hausse de 3,2% entre 2001 et 2015, il a marqué un ralentissement durant la 2e période, allant de 2008 à 2015. Ce taux de croissance annuel est passé de 3,6% (2001-2008) à 2,7% (2008-2015). Les données du HCP confirment l'échec du modèle actuel du développement à favoriser une

Déterminants du PIB par habitant (en %)			
Rubriques	2001-2008	2008-2015	2001-2015
	Croissance annuelle moyenne		
PIB par habitant	3,6	2,7	3,2
Productivité du travail	2,8	3,1	2,9
Taux d'emploi	0,2	-1	-0,4
Ratio population en âge d'activité sur population totale	0,6	0,6	0,6
Contribution à la croissance du PIB par habitant			
Productivité du travail	76,8	113,3	92,5
Taux d'emploi	5,4	-35,3	-12,2
Ratio population en âge d'activité sur population totale	17,8	21,9	19,8
PIB par habitant	100	100	100

Source: HCP

Les conditions de vie de la population, mesurées par le PIB/habitant, ont connu une faible amélioration entre 2001 et 2015. Cela est lié essentiellement à la baisse du taux d'emploi, liée notamment à une sous-exploitation du facteur démographique. Parallèlement, les structures économiques n'ont pas connu de mutations profondes permettant de doper leur productivité

plus grande création d'emplois. Ce travail a mis l'accent sur les difficultés du système actuel, notamment en termes de faiblesse de création de nouveaux emplois.

L'évolution globale du PIB par habitant a résulté essentiellement de l'amélioration de la productivité du travail (voir lexique). La contribution de ce facteur à la création de la richesse a été de 92,5% entre 2001 et 2015. Toutefois, le gouvernement précédent n'a pas réussi à profiter de l'effet démographique à cause de la faiblesse des créations d'emplois. Contrairement aux déclarations des ministres du gouvernement précédent, le chômage s'est creusé davantage durant la période 2011-2015, parallèlement à la faiblesse des créations

de nouveaux emplois. Le taux de chômage est passé de 8,9% fin 2011 à 10,4% en 2016 (cf. www.leconomiste.com). Sur la période globale couverte par l'étude, allant de 2001 à 2015, la productivité du travail a augmenté en moyenne de 2,9% annuellement, au moment où le taux d'emploi a baissé en moyenne de 0,2% par an. Les statistiques du HCP montrent un effondrement de la dynamique de création d'emploi durant les mandats des deux gouvernements précédents. Les nouveaux emplois créés en moyenne annuellement sont passés de 186.000 postes entre 2001 et 2008 à seulement 70.000 entre 2008 et 2015. Cela confirme l'incapacité des «structures économiques actuelles à valoriser le potentiel

offert par l'effet démographique», selon le HCP. La population en âge de travailler est passée de 19,7 millions à 24,2 millions entre 2001 et 2015. Cette dynamique n'a pas été accompagnée d'une augmentation du taux d'intégration sur le marché du travail. Cette situation a été accentuée par la destruction d'emplois dans des secteurs ayant une grande contribution dans la création de richesses. Le taux d'emploi

Répartition des richesses

EN dépit du poids du secteur agricole dans la création de la richesse au Maroc, sa valeur ajoutée «reste très volatile et tributaire des conditions climatiques». Les résultats de l'étude du HCP montrent que «le surplus de productivité dans ce secteur est majoritairement redistribué aux détenteurs des facteurs de production, particulièrement les détenteurs de capitaux». En face, dans les secteurs non agricoles, la répartition du surplus de productivité montre que c'est le travail salarié qui est à la base de cette amélioration. Et ce sont les travailleurs qui ont en profité le plus.

Lexique:

- Facteur démographique: Rapport du nombre des personnes en âge de travailler à la population totale
- Effet emploi: Rapport de la population ayant un emploi à la population en âge de travailler.
- Productivité du travail: Résultante à la fois du volume du capital mis à la disposition d'un actif et de la productivité globale des facteurs. □

dans le secteur agricole a baissé de 20,1% à 16,7% entre 2001 et 2015. Ceci est d'autant plus important qu'il représente 40% de la population active occupée. Idem pour l'industrie, dont le taux d'emploi est passé de 5,8% à 4,8% sur la même période. En face, les secteurs des services et du BTP ont réussi une amélioration de ce taux, passant de 16,2% à 17,3% pour le premier et de 3 à 4% pour le 2e. Le secteur des banques et assurances s'est distingué par «la création de 11% d'emplois additionnels, avec une forte productivité, atteignant 6 fois celle de l'économie totale». L'amélioration de la productivité a également touché les secteurs d'agriculture et d'industrie, avec des hausses respectives de 5,2% et de 3% sur la même période. Ce qui a permis de «compenser l'effet négatif de la baisse du taux d'emploi sur le niveau de vie de la population», a expliqué Lahlimi. Cela a permis à l'agriculture de participer à hauteur de 25% à l'amélioration du PIB/habitant. Idem pour l'industrie dont la contribution s'est élevée à 20,4%. □

M.A.M.